

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
18e séance
tenue le
lundi 31 octobre 1994
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 18e SÉANCE

Président : M. KHAN (Pakistan)

SOMMAIRE

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

f) COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/49/SR.18
21 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

94-81894 (F)

9481894

/...

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

f) COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (A/49/347 et A/49/372)

1. M. de MARIA Y CAMPOS (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) dit que, lors de ses réunions avec des décideurs du monde entier, il a constaté trois choses : un regain d'intérêt pour les questions de politique industrielle dans les pays en développement, la complexité des nombreux problèmes de développement industriel auxquels se heurtent divers pays et les relations étroites qui unissent le développement industriel, d'une part, et les dimensions humaine, sociale et écologique du développement, d'autre part.

2. Évoquant les récentes tendances du développement industriel, il explique que la part du total mondial de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (VAM) attribuable aux pays en développement est passée de 12,6 % en 1975 à 16,7 % en 1992. Ces chiffres ne comprennent pas la Chine, dont la part a grimpé de 5,5 % en 1985 à 10,5 % en 1992. Il convient, toutefois, d'affiner l'analyse de ces agrégats. En effet, la part de l'Amérique latine et des Caraïbes dans la VAM mondiale est tombée de 55 % à 37 % entre 1975 et 1992, alors que celle de l'Asie du Sud et de l'Est s'est accrue, passant de 26 % à 47 %, la part de l'Afrique stagnant toujours à 6 %. Par ailleurs, la part des pays les moins avancés a diminué. Pendant les cinq dernières années, la production industrielle des pays en transition a enregistré une chute brutale, ce qui a fortement réduit leur part dans la VAM mondiale.

3. D'autres indicateurs révèlent des tendances similaires. Les courants d'investissements étrangers directs vers les pays en développement ont plus que doublé entre 1990 et 1993, pour atteindre environ 80 milliards de dollars, mais près de 60 % de ce montant ont été investis dans des pays en développement d'Asie et seulement 2 % environ en Afrique. De même, les exportations de produits manufacturés ont été extrêmement concentrées dans un petit nombre de pays d'Asie du Sud et de l'Est et d'Amérique latine. Le renforcement des capacités industrielles a également été très inégal d'une région à l'autre. Si certains pays en développement ont enregistré des résultats remarquables, la plupart d'entre eux (en particulier, les pays les moins avancés, et les pays africains) n'ont pas pleinement tiré parti jusqu'à présent des possibilités de croissance de l'industrie.

4. C'est désormais une constatation évidente que l'industrie est le principal moteur de la croissance et que son développement est essentiel, compte tenu de l'accroissement de la population et de la montée du chômage. Certains types de développement industriel et certaines politiques pourraient aider à associer développement industriel et développement social. Le choix des technologies employées et des implantations, les compétences nécessaires, les répercussions sur l'environnement et les relations avec d'autres secteurs constituent autant d'éléments clefs à prendre en considération dans l'élaboration des politiques. En outre, on pourrait effectivement réduire les disparités dans la répartition du revenu et de la fortune en adoptant des stratégies de développement

/...

industriel de nature à, entre autres, promouvoir les petites et moyennes entreprises, stimuler la création d'emplois dans les zones urbaines et rurales pauvres, et favoriser la mise en valeur des ressources humaines et l'esprit d'entreprise. La décentralisation régionale du développement industriel pourrait grandement contribuer à réduire les fortes disparités de revenu qui sont souvent à l'origine de l'exode rural. De même, la sécurité alimentaire, qui dépend dans une large mesure de l'établissement de relations entre agriculture et industrie, offre à son tour la possibilité de créer de petites entreprises et de mettre en valeur les compétences locales, surtout celles des femmes. L'expansion industrielle pourrait également absorber une main-d'oeuvre en croissance rapide et serait une aubaine pour le secteur des services.

5. Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la viabilité du point de vue écologique, la mise au point et le transfert de technologies non polluantes, la conservation et une utilisation plus efficace des ressources énergétiques, l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la gestion des substances toxiques nécessiteront la mise en place d'une capacité industrielle appropriée. Il est clair que les modes de consommation et de production industrielles ont également un impact majeur sur la gestion des ressources naturelles.

6. À mesure qu'ils s'intègrent dans l'économie mondiale, les pays en développement se heurtent à de nouveaux problèmes ardues. La libéralisation du commerce découlant des accords conclus à l'issue des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay élargira les perspectives et améliorera la compétitivité des industries de ces pays, au détriment des activités de faible ampleur, et à forte intensité de compétences et de recherche-développement sur les marchés tant intérieurs que d'exportation. La libéralisation des échanges doit profiter à tous les pays, et surtout aux pays les moins avancés; elle ne doit pas susciter de nouvelles formes de protectionnisme susceptibles d'entraver leur industrialisation. En outre, les unions économiques régionales comme l'Union européenne, l'Accord de libre-échange nord-américain et l'intégration croissante de la région du Pacifique ne manqueront pas de peser sur les courants commerciaux et les paramètres de la concurrence, par exemple les normes industrielles et environnementales. Les pays qui ne font pas partie de ces blocs régionaux, surtout les pays africains, se doivent de redoubler d'efforts pour promouvoir l'intégration sous-régionale en vue d'élargir les marchés, d'intensifier les complémentarités et, en fin de compte, d'établir des relations avec les grands blocs commerciaux. En vue de relever le défi que leur lance la révolution de l'informatique, les pays en développement doivent être capables d'absorber rapidement les technologies et d'accélérer la mise en valeur de leurs ressources humaines. Ils doivent également s'adapter à une nouvelle forme de concurrence industrielle "en amont" qui est fonction de la spécialisation des compétences, de la qualité des produits, de l'utilisation de techniques non polluantes, du respect de normes rigoureuses et d'investissements élevés dans la recherche-développement. Un grand nombre d'entre eux auront besoin d'une assistance pour acquérir les techniques et compétences requises.

7. À une époque où la coopération internationale pour le développement industriel est plus importante que jamais, la communauté internationale se doit de créer des conditions favorables au renforcement d'un partenariat équitable avec les pays en développement. Cela suppose l'instauration d'un vrai dialogue

/...

mondial d'un type nouveau sur diverses questions, comme l'industrie, la technologie, l'investissement et les autres flux de ressources. À cet égard, il faut maintenir les apports de capitaux à des conditions favorables et l'aide sous forme de dons si l'on veut établir un environnement politique, institutionnel, économique et social propre à attirer par la suite les capitaux privés. La lassitude des donateurs dont témoigne la baisse la plus récente de l'aide publique au développement (APD) est donc particulièrement alarmante. L'ONUDI élabore une nouvelle stratégie d'aide à l'industrialisation des pays africains les moins avancés axée sur la mise en place de capacités locales et un petit nombre d'éléments stratégiques du développement industriel. Malheureusement, les fonds nécessaires ne se sont pas matérialisés. L'ONUDI lancera un appel de fonds, le 20 novembre, à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

8. À cet égard, l'orateur appelle l'attention sur le rapport sur la coopération pour le développement industriel (A/49/347) et sur le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (1993-2002) (A/49/372) et rappelle qu'en décembre 1993, l'ONUDI a entrepris un processus global de réforme, de restructuration et de modification de l'ordre de ses priorités. Les cinq objectifs de développement qu'elle a adoptés dans le cadre de cette réforme sont énumérés à la section III du document A/49/347. Le processus de réforme comprend également un examen approfondi des politiques intérieures et procédures de gestion visant à améliorer la rentabilité de l'ONUDI, la qualité de ses services et la manière dont elle doit rendre compte aux États Membres. Reste encore à mettre en oeuvre une vaste opération de décentralisation des activités sur le terrain visant à satisfaire les besoins croissants en amont des gouvernements et de l'industrie privée. En conclusion, l'orateur espère que la question du développement industriel durable fera partie intégrante de tout nouvel agenda pour le développement.

9. M. AHMIA (Algérie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, se prononce en faveur des activités de l'ONUDI et d'un certain nombre des arguments énoncés par le Directeur général. Le Groupe des 77 et la Chine sont, eux aussi, préoccupés par la situation financière de l'ONUDI et les difficultés que présente la mobilisation des ressources requises pour que l'Organisation puisse poursuivre ses projets dans les pays en développement, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés. Le Groupe des 77 et la Chine souhaiteraient recevoir des informations supplémentaires sur l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (1993-2002), dont le lancement a été retardé. Le Directeur général pourrait peut-être décrire les difficultés que comporte l'exécution du programme de la Décennie, et expliquer à la Commission comment l'ONUDI s'apprête à coopérer activement avec les organisations régionales et sous-régionales intéressées.

10. M. ZEBRAKOWSKY (République tchèque) approuve en particulier, les objectifs en matière de développement industriel durable et de coopération internationale pour le développement industriel qui ont été énumérés par le Directeur général. Il souhaiterait que celui-ci lui explique comment la coopération entre l'ONUDI et les pays en transition pourrait être améliorée.

11. M. de MARIA Y CAMPOS (Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), répondant au représentant de l'Algérie, exprime l'espoir que le Groupe des 77 et la Chine continueront à appuyer les activités de l'ONUDI. Il signale que, par le passé, les activités de développement industriel menées en Afrique étaient en grande partie financées par les ressources de coopération technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Mais celles-ci ont enregistré une chute vertigineuse, passant de 109 millions de dollars en 1988 à 9 millions de dollars en 1993. Le prélèvement de fonds sur le budget ordinaire de l'ONUDI, les contributions volontaires au Fonds de développement industriel, les fonds d'affectation spéciale et les ressources affectées aux projets menés en collaboration avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement n'a permis de recueillir que 4,5 millions de dollars de plus pour le développement industriel de l'Afrique et un nouveau réseau mondial de promotion de l'investissement n'a pas réussi à stimuler l'investissement dans ce continent.

12. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie pour le développement industriel de l'Afrique, l'ONUDI a invité des représentants de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de la Banque africaine de développement à se réunir en vue de coordonner leurs efforts et d'élaborer une stratégie de base unique qui puisse être présentée pour examen à la Conférence des ministres africains de l'industrie qui doit se tenir au Botswana en mai 1995. L'ONUDI, qui cherche à améliorer sa coordination avec les associations ou organisations africaines régionales et sous-régionales espère également resserrer sa coopération avec d'autres organismes des Nations Unies. Par exemple, dans sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elle a adopté une nouvelle approche pragmatique consistant à se concentrer sur un petit nombre de projets dans chaque cas.

13. Répondant au représentant de la République tchèque, le Directeur général déclare que l'ONUDI n'a pas encore eu beaucoup l'occasion de fournir une assistance aux pays en transition, notamment parce qu'il a été difficile de mobiliser les ressources additionnelles requises à cette fin. L'ONUDI a toutefois entrepris quelques programmes et projets intéressants dans les pays d'Europe orientale et dans de nombreux pays de l'ex-Union soviétique. Elle a participé à la restructuration industrielle et à la privatisation des entreprises industrielles, et examine des moyens de promouvoir les investissements nécessaires à la restructuration, à la privatisation et à la mise en valeur des ressources humaines, surtout au niveau de la gestion et des entreprises.

14. Les pays en transition ont manifesté un grand intérêt pour les conseils que l'ONUDI peut fournir sur des questions de politique industrielle et sur la mise en place des institutions. Par ailleurs, l'ONUDI envisage de promouvoir des formes précises de coopération qui pourraient s'instaurer non seulement entre les pays en transition, mais également entre ces pays et les pays en développement. Elle a récemment financé une mission spéciale de spécialistes tchèques de la sidérurgie qui se sont rendus au Mexique pour y étudier les possibilités d'une coopération dans le secteur sidérurgique et sur des questions écologiques, et a également commencé à examiner la possibilité d'appuyer des

/...

campagnes de promotion de l'investissement associant des pays en transition et des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'autres régions du monde.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/49/3 et Add.1, A/49/56-S/26926, A/49/122-E/1994/44 et Add.1, A/49/169-E/1994/73, A/49/179-E/1994/82, A/49/189, A/49/215-E/1994/99, A/49/423, A/49/437, A/49/495 et A/49/506; A/49/L.5 et Add.1; A/C.2/49/3, A/C.2/49/4, A/C.2/49/6 et A/C.2/49/7; A/C.2/49/L.2 et A/C.2/49/L.3)

15. M. FLORENCIO (Brésil) rappelle que l'Assemblée générale a adopté trois importantes résolutions portant sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, à savoir les résolutions 45/264, 46/235 et 48/162. Dans sa résolution 45/264, l'Assemblée générale a demandé que les réformes décidées d'un commun accord fassent l'objet d'un examen à sa quarante-huitième session. En raison du retard pris dans les négociations sur la résolution 48/162 de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle cette dernière prévoyait un examen d'ensemble de l'application de ladite résolution à sa cinquantième session, cet examen n'a pas eu lieu. Le Secrétariat devrait expliquer si l'examen demandé dans la résolution 45/264 de l'Assemblée générale sera effectué en même temps que l'examen prévu par la résolution 48/162 de l'Assemblée et, sinon, comment la décision énoncée dans la résolution 45/264 de l'Assemblée générale sera mise à effet.

16. Le débat de haut niveau du Conseil économique et social continue à souffrir d'une structure traditionnelle imposant la lecture de textes rédigés à l'avance. Le Président du Conseil s'est efforcé de promouvoir un dialogue plus spontané, notamment en réservant expressément du temps à cette fin et en structurant le débat. Mais des efforts supplémentaires s'imposent. La journée de dialogue sur les questions de politique générale avec les chefs de secrétariat des institutions financières et commerciales continue d'être très utile, mais elle n'a pas encore atteint le but souhaité qui est de promouvoir de véritables relations entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions. L'élaboration d'un agenda pour le développement devrait donner l'occasion d'étudier ces relations sous tous leurs aspects et de les renforcer. Le résumé établi par le Président du Conseil économique et social n'est qu'une récapitulation du débat et ne saurait, en tant que tel, être considéré comme un accord intervenu entre les États Membres.

17. Les débats consacrés aux questions de coordination et aux activités opérationnelles ont davantage réussi à promouvoir le dialogue. La nouvelle pratique consistant à réexaminer les thèmes du débat consacré aux questions de coordination de l'année écoulée permet aux membres d'étudier la mise en oeuvre des conclusions concertées et la répartition des rôles entre le débat consacré aux activités opérationnelles et les fonctions d'examen de la politique générale dans ce domaine dévolues à l'Assemblée générale.

18. En vertu de la résolution 46/235 de l'Assemblée générale, un certain nombre des organes subsidiaires du Conseil ont été transformés en organismes d'experts. Cette mesure devrait avoir renforcé l'efficacité des travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires. Dans la pratique, toutefois, le Conseil a eu de grandes difficultés à absorber les recommandations de ces experts et à y donner

/...

suite. C'est pourquoi il a été contraint de reporter l'examen de ces recommandations, en demandant la tenue de sessions extraordinaires des organes subsidiaires pour que ceux-ci élaborent à nouveau leurs rapports et en prévoyant des reprises de ses propres sessions. Cette procédure n'est guère efficace et il y a lieu de régler le problème dans les meilleurs délais.

19. L'incorporation des débats du Comité économique et du Comité social du Conseil dans la session plénière a été dictée par le souci d'éviter une répétition des débats des organes subsidiaires du Conseil économique et social. D'une manière générale, toutefois, le Conseil se borne à approuver sans discussion les rapports qui lui sont présentés. Le Conseil devrait à l'avenir mieux tirer parti de la nouvelle structure en procédant à des délibérations de fond sur les rapports. Il est essentiel de mettre le Conseil en mesure de s'acquitter intégralement de ses responsabilités, surtout en lui communiquant la documentation en temps voulu. La délégation brésilienne se félicite de l'initiative de la délégation autrichienne concernant la question de la documentation et attend avec intérêt l'examen des mesures qui pourraient être prises dans ce domaine.

20. Dans leurs grandes lignes, les réformes instituées par la résolution 48/162 de l'Assemblée générale consistent en améliorations de la gestion et du financement des activités opérationnelles. Si les réformes d'administration ont donné des résultats positifs, l'état actuel des négociations sur les mécanismes de financement est en revanche un sujet de profonde préoccupation. Il semble que certaines parties attachent considérablement moins d'importance au financement. De l'avis de la délégation brésilienne, les réformes ne pourront être menées à bien que si tous leurs aspects sont pris en compte.

21. Mme HOMANOVSKA (Ukraine) dit que la restructuration et la revitalisation du Conseil économique et social s'accélérent, comme en témoignent les résultats de sa session de fond de 1994. L'adoption de nouveaux principes pour l'organisation de la session a été propice à des débats de fond et à un dialogue utile sur la prise d'importantes décisions. L'adoption de méthodes de travail novatrices a également permis d'éviter les déclarations répétitives et les doubles emplois dans les résolutions et les décisions. Un des aspects positifs des travaux de la session a été la diminution du nombre de résolutions et décisions par rapport aux sessions antérieures. Lors de ses futures sessions, le Conseil devrait s'efforcer d'assurer la mise en oeuvre de ses résolutions et décisions.

22. La délégation ukrainienne approuve hautement le véritable dialogue qui s'est instauré entre les membres du Conseil économique et social et les responsables directs de l'application de ses décisions. Il est essentiel de poursuivre en l'élargissant un dialogue interactif avec les représentants des organes subsidiaires du Conseil et des institutions spécialisées et organismes des Nations Unies. Il est extrêmement important aussi de poursuivre le dialogue avec les chefs de secrétariat des institutions financières et commerciales multilatérales. Ces mesures permettraient d'améliorer sensiblement la coordination des politiques du système des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods.

23. Le débat de haut niveau continue à être un élément d'une importance stratégique de la session. Malheureusement, le résumé et les conclusions

/...

établies à partir des résultats du débat de haut niveau ne tiennent pas expressément compte des propositions qui ont été formulées par les pays en transition. Le Conseil économique et social devrait prendre des mesures plus énergiques pour mettre au point une approche globale et tenir également compte des intérêts de tous les groupes d'États, y compris des pays en transition. Par ailleurs, il convient d'améliorer l'organisation des échanges de vues au cours du débat de haut niveau.

24. Le débat consacré aux questions de coordination devrait être plus précis et plus constructif. Il faudrait s'attacher davantage à achever l'examen de tous les points de l'ordre du jour au lieu de le reporter à des sessions ultérieures. La délégation ukrainienne attache une grande importance au débat consacré aux activités opérationnelles et l'organisation d'une réunion de haut niveau dans le cadre de ce débat, dont la durée devrait être prolongée, mérite d'être appuyée.

25. La résolution 1994/33 du Conseil économique et social, selon laquelle, pour chaque débat consacré aux activités opérationnelles, le Conseil retiendra un ou plusieurs grands thèmes à examiner principalement au cours du débat de haut niveau, constitue une bonne base pour améliorer les modalités de l'examen des activités opérationnelles par le Conseil. En particulier, la délégation ukrainienne compte bien que le paragraphe 5 de cette résolution sera mis en oeuvre de manière plus complète. L'application de la résolution 1994/1 du Conseil sur l'intégration de la Commission des sociétés transnationales dans le mécanisme institutionnel de la CNUCED aidera le système des Nations Unies à traiter de manière plus efficace les problèmes liés à l'investissement international, à renforcer la contribution des sociétés transnationales à la croissance économique et au développement et à éviter les doubles emplois.

26. La délégation ukrainienne appuie également la résolution 1994/49 du Conseil sur la commémoration du millénaire de l'Épopée nationale kirghize de Manas. L'adoption de cette résolution par l'Assemblée générale à sa session en cours contribuerait à servir les idéaux de l'humanité et à propager les valeurs morales parmi les peuples du monde entier, ce qui constituerait un précieux apport au patrimoine culturel de l'humanité.

27. M. STOBY (Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social du Département de la coordination des politiques et du développement durable), répondant à la question soulevée par le représentant du Brésil, déclare que, comme il en a été prié par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/264, où elle demande que tous les aspects de l'application de cette résolution fassent l'objet d'un examen par l'Assemblée, le Secrétaire général lui a soumis un rapport global à sa quarante-huitième session. Toutefois, ce rapport n'a guère été suivi d'effets. À la session de l'Assemblée en cours, le Secrétaire général présentera comme suite aux demandes formulées dans ses résolutions 45/264 et 48/162, un rapport qui sera examiné au titre du point 43 de l'ordre du jour, intitulé "Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes". Il faudra alors examiner les dispositions que l'Assemblée pourrait prendre à sa session en cours en vue d'un examen global de l'application de la résolution 48/162 à sa cinquantième session et/ou d'une réunion de haut niveau du Conseil économique et social à ce sujet en juillet 1995.

La séance est levée à 16 h 30.